L'évolution de « l'ennemi » de la Ligue de l'enseignement, des clercs catholiques aux « cléricatures civiles ». L'*aggiornamento* des années quatre-vingt

Evolution of the “enemy” of the Ligue de l'enseignement and Catholic clerics towards “civil clericatures”. The aggiornamento of the eighties

La evolución del « enemigo » de la Ligue de l'enseignement, desde los clérigos católicos a las « clericaturas civiles ». El aggiornamento de los años ochenta

Anne Lancien

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/22298>

DOI : 10.4000/mots.22298

ISBN : 978-2-84788-836-2

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2016

Pagination : 121-128

ISBN : 978-2-84788-835-5

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Anne Lancien, « L'évolution de « l'ennemi » de la Ligue de l'enseignement, des clercs catholiques aux « cléricatures civiles ». L'*aggiornamento* des années quatre-vingt », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 111 | 2016, mis en ligne le 10 septembre 2018, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/22298> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.22298>

L'évolution de « l'ennemi » de la Ligue de l'enseignement, des clercs catholiques aux « cléricatures civiles ».

L'aggiornamento des années quatre-vingt

La Ligue de l'enseignement est l'une des principales organisations laïques de France. Fondée en 1866, elle eut pour premiers objectifs l'instruction obligatoire et la laïcisation de l'école publique, afin d'éduquer la population à la vie citoyenne – « avant d'instituer le suffrage universel, il aurait fallu trente ans d'instruction obligatoire »¹, expliquait son fondateur Jean Macé –, afin également de soustraire l'enseignement à l'influence de l'Église. La laïcité continua d'animer l'action de l'organisation, de la querelle scolaire qui l'opposa à l'enseignement confessionnel privé durant la majeure partie du 20^e siècle, au dialogue avec les religions et à la diversité culturelle depuis les années quatre-vingt.

Une première définition de la laïcité fut proposée par la Ligue, dès 1872, sous la plume d'Emmanuel Vauchez, le secrétaire du Cercle parisien² du mouvement.

Par laïcité, j'entends la science à l'école et l'instruction religieuse à l'église, c'est-à-dire la neutralité de l'école publique [...] Les grands principes de liberté et de fraternité veulent que tous les hommes, qu'ils appartiennent au catholicisme, au protestantisme, au judaïsme ou à d'autres religions, puissent vivre côte à côte et en frères. Il serait beau de voir tous les hommes oublier ce qui les divise pour ne considérer que ce qui les rapproche [...] Pour cela, il faut que l'école devienne un terrain neutre où les convictions de chacun soient respectées par tous.³

Ferdinand Buisson, président de la Ligue de l'enseignement de 1902 à 1906, proposa une analyse plus approfondie du terme dans son *Dictionnaire*

1. Cité dans « Historique de la Ligue de l'enseignement » <<http://www.laligue.org/qui-sommes-nous/3/>> (consulté le 31 janvier 2016).
2. Un ensemble de cercles locaux s'affilièrent à la Ligue de l'enseignement peu après sa création. Le Cercle parisien fut fondé en 1867 et adhéra immédiatement à l'organisation laïque. À partir de 1868, il eut pour président Jean Macé, également président de la Ligue.
3. Cité par Jean-Paul Martin (2015, p. 2). Notons que c'est à cette même époque qu'apparaissent les premières occurrences du terme *laïcité* (la première mention du substantif daterait du 11 novembre 1871, dans le journal *La Patrie*).

de *pédagogie et d'instruction primaire* de 1887. Sa définition appréhendait la notion de laïcité au-delà d'une simple opposition à la religion. Il revint ainsi aux significations des termes *laïc* et *clerc* : « le mot qui s'oppose, étymologiquement et historiquement, à laïque, de la façon la plus directe, ce n'est pas ecclésiastique, ni religieux, ni moine, ni prêtre : c'est le mot *clerc* » (Buisson, 1887). L'ennemi premier de la laïcité – et par conséquent de la Ligue de l'enseignement – n'était donc pas la religion en tant que telle mais le *clerc*. *Laïc*, expliquait-il, tient son origine du grec, *Laos*, qui signifie peuple. *Laïc* correspond alors à populaire, par extension à la masse de la population, des citoyens : « Les *laïques*, c'est le peuple, c'est la masse non mise à part, c'est tout le monde, les *clercs* exceptés, et l'esprit *laïque*, c'est l'ensemble des aspirations du peuple, du *laos*, c'est l'esprit démocratique et *populaire* ». *Clerc*, pour sa part, vient du mot grec *Klêros*. *Klêros* correspond au mot « lot ». Il désigne finalement le « bon lot », le lot de terre réservé aux citoyens à Sparte, aux hommes au-dessus de la masse populaire. Par extension, *klêros* désigne « ceux qui ont été “mis à part”, “les élus” [...] L'esprit cléricale, c'est la prétention de cette minorité à dominer la majorité au nom d'une religion »⁴.

Si cette première appréhension de la laïcité s'étendait au-delà du seul clergé catholique, c'est malgré tout ce dernier qui constitua l'ennemi premier de la Ligue de l'enseignement jusqu'aux années quatre-vingt. En effet, la défense de la laïcité se concentra sur une lutte menée contre la présence de l'Église au sein de la société, contre un cléricisme qui trouverait sa légitimité dans une Vérité révélée et transcendante, extérieure à la Cité terrestre. La position de la Ligue se modifia à partir des années quatre-vingt. En effet, à la suite de la querelle scolaire qui l'opposa à l'enseignement privé, de la loi Debré de 1959 au retrait du projet Savary de 1984, conflit qui se solda par la défaite du camp laïque, la Ligue souhaita renouveler sa politique, son répertoire d'action, son socle idéologique afin de gagner en influence auprès de la société civile comme du décideur politique. Elle entreprit à cette fin un « *aggiornamento* » de la laïcité. Volontairement emprunté au vocabulaire de l'Église catholique, le terme *aggiornamento*⁵ recouvrait une démarche de modernisation de l'action laïque de la Ligue de l'enseignement, une volonté de « maintenir la continuité par le changement » (Gauthier, 2004, p. 11). Cet *aggiornamento* se traduisit par une évolution du champ sémantique de la laïcité : changer la signification du vocabulaire utilisé, renouveler les qualificatifs associés aux adversaires historiques afin de favoriser le dialogue

4. *Ibid.*

5. Guy Gauthier (2004, p. 32) explique ainsi : « C'est à ce moment, je crois, que l'urgence d'un *aggiornamento* s'imposa. Le mot n'appartenait pas à notre lexique, mais l'Église nous devait bien ça. » Michel Morineau et Pierre Tournemire (1998, p. 5) évoquent pour leur part un « mot lui-même [...] volontairement utilisé avec humour par référence à l'expression employée par le pape Jean XXIII pour le renouvellement de l'Église romaine dans le concile de Vatican II. Au-delà du clin d'œil, la volonté d'adapter le concept de laïcité aux évolutions sociales et politiques était manifeste. »

avec ceux-ci pouvait permettre à la Ligue de gagner en légitimité et popularité auprès de l'opinion publique comme du pouvoir politique, en proposant des cadres d'analyse considérés comme plus pertinents et un lexique renouvelé de la laïcité dont la société serait susceptible de s'emparer.

L'une des premières évolutions sémantiques concerna la notion d'anticléricalisme. Dans les textes et discours de la Ligue, elle était, avant le milieu des années quatre-vingt, régulièrement associée, si ce n'est confondue, avec celle d'antireligieux⁶. Jean-Paul Martin, historien spécialiste de la Ligue de l'enseignement, précise ainsi que durant ces années,

[l']adversaire, c'est le cléricalisme de l'Église romaine, figée dans une attitude réactionnaire, incapable de renoncer à sa volonté prosélyte, à sa volonté de domination. Il faut donc la combattre sans relâche, car qui n'avance pas recule ! Cette représentation ne permet pas toujours de distinguer anticléricalisme et anti-religion tant les deux aspects se trouvent liés dans les esprits. (Martin, 2015, p. 4)

L'association de ces deux termes, aux significations pourtant distinctes⁷, dénatura fréquemment la démarche de la Ligue. La question nourrit en partie les débats menés lors du Congrès de Metz de 1980. Pierre Delfaud, rapporteur des réflexions engagées par les représentants des Fédérations de la Ligue sur la question laïque, expliquait :

Nous avons été gênés par les mots, non pas par le sens que nous, nous donnons aux mots, mais par le sens que les autres donnent aux mots. Nous avons été gênés d'utiliser, par exemple, l'expression « anticléricalisme ». Nous sommes gênés de dire : « la laïcité, c'est nécessairement l'anticléricalisme ». C'est évident pour nous, mais nous savons très bien que dans une certaine opinion, qui a d'autres sources d'information que les nôtres, on glisse très facilement de l'anticléricalisme à l'antireligieux, de l'anticléricalisme au sectarisme, et le paradoxe, on le connaît bien ici, c'est qu'alors que laïcité s'opposait à l'origine à sectarisme, c'est nous qui, aujourd'hui, lorsqu'on évoque ce problème, nous faisons traiter de sectaires !

Pour autant, les réflexions menées à Metz sur le nécessaire renouvellement terminologique ne trouvèrent pas de solution au problème soulevé. *Antitotalitarisme* fut l'un des seuls termes proposés en remplacement d'*anticléricalisme*. Pierre Delfaud justifie ainsi la référence :

Si l'on cherche dans un dictionnaire le contraire du mot « laïque » [...], on a quelque mal à le trouver. Pourtant, il existe. C'est tout simplement le mot « totalitaire », le mot « totalitarisme ». On peut faire l'exercice inverse. Si vous cherchez le contraire

6. Cette confusion est encore fréquente de nos jours. Charles Coutel (2014, p. 24) dénonce en ce sens « la persistance [actuelle] de l'identification du combat laïque et du combat "antireligieux". Combien de républicains croient être laïques parce qu'ils "bouffent du curé" (ou de l'imam) ? Or il s'agit de combattre les cléricalismes (dont le religieux) sous toutes leurs formes ».
7. *Anticléricalisme* renvoie, rappelons-le, à l'hostilité envers le clergé, particulièrement à son intervention dans le domaine public ; *antireligieux* manifeste pour sa part une hostilité à la religion dans son ensemble.

de « totalitaire », bien sûr vous trouverez « antitotalitaire » et « antitotalitarisme », ce n'est pas très original, mais vous trouvez surtout « laïque ». Très exactement, « laïque » s'oppose à « totalitaire » dès que nous faisons allusion à l'organisation des institutions et à la liberté de conscience qui peut en découler.

Cette analyse ne recueillit cependant nullement l'adhésion des congressistes, qui ne s'approprièrent pas le vocable⁸.

La réflexion se poursuivit autour de ces questions terminologiques au cours des années quatre-vingt. L'ouverture de la laïcité prônée lors de l'*aggiornamento* entrepris nécessitait une évolution de vocabulaire. Or l'analyse terminologique des travaux, discours, publications de la Ligue tend à montrer que ce n'est pas tant la signification même de la laïcité qui fut modifiée, au cours de ces années, que l'incarnation de ce qui la menaçait qui fut révisée. Si le clergé catholique n'était plus l'obstacle à l'émancipation des citoyens, contre qui la Ligue devait-elle désormais orienter son action ? Comme le rapporte la Fédération charentaise des œuvres laïques, reprenant les propos de Georges Kastriot, enseignant et journaliste canadien : « L'Église n'est plus l'adversaire, la religion se laïcise, et vous conviendrez que (certains) prêtres sont plus proches de vous que bien des athées. Comment se passer d'adversaire repérable ? »⁹ Pierre Delfaud, devenu président de la Ligue de l'enseignement, désigna explicitement les nouveaux clercs de la société – sans trop s'attarder sur la thématique – lors de la Quinzaine de l'école publique¹⁰ de 1983 :

Le vrai problème est que le progrès scientifique et l'élévation du niveau culturel aillent de pair pour rester maîtrisés par le plus grand nombre, afin d'éviter que le développement des sciences et des techniques ne soit confisqué qu'au profit des seuls « clercs », au sens proprement étymologique, c'est-à-dire par ceux qui détiennent à la fois le savoir et le pouvoir.

L'évolution sémantique paraissait encore hésitante, le rapport écrit de la Quinzaine de l'École publique veillant bien à placer le terme *clerc* entre guillemets. De même, deux ans plus tard, Michel Morineau, alors secrétaire national de la Ligue, reprit l'analyse sans oservéritablement assimiler ces nouveaux ennemis aux clercs, évoquant plutôt une substitution : « Une organisation qui

8. L'utilisation de ce terme fut même directement critiquée par Louis Astre, invité à participer aux débats du Congrès au titre de représentant de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN), considérant la formule comme « peut-être dangereuse » (Compte rendu du Congrès de Metz, 1980). Il confirma par ailleurs cette position lors du colloque « La laïcité demain » organisé par le CNAL le 15 mars 1981 (Astre, 1981). Le terme *antitotalitarisme* n'est plus utilisé par la suite dans les Congrès du mouvement.
9. Extrait tiré de la réponse de la fédération charentaise des œuvres laïques à l'enquête menée préalablement au Congrès de Lille de 1986.
10. Créée en 1946, la Quinzaine de l'École publique consistait, d'une part, à informer les enfants et leurs parents sur les activités extra-scolaires et, d'autre part, à récolter des fonds (via la vente de timbres) afin de financer celles-ci. L'organisation de la Quinzaine de l'École publique fut confiée à la Ligue dès sa création.

s'est opposée à la domination des clercs ne peut se satisfaire de leur voir substituer des experts et des technocrates. Sous couvert de compétence professionnelle et de références scientifiques, le citoyen se trouve souvent déposé¹¹» (Morineau, 1985)¹¹.

Ces deux citations traduisent les premiers développements d'une « stratégie sémantique » particulièrement efficace de la Ligue. Le mouvement, par un « simple jeu » lexical, parvint à changer d'adversaire sans avoir à modifier son idéal, la laïcité, sans avoir à refonder totalement son socle idéologique, ni même surtout être accusé de renier ce qui avait motivé son combat depuis sa fondation¹². Pour permettre cette évolution, la Ligue revint à une définition de la laïcité similaire à celle défendue par Ferdinand Buisson¹³. À l'image de la démarche opérée par ce dernier, Guy Gauthier, l'un des penseurs de l'*aggiornamento* de la Ligue¹⁴, étudia l'étymologie du terme *laïcité* pour justifier l'ouverture de la compréhension du cléricalisme au-delà du seul clergé catholique. « Selon Littré, laïcité vient du mot latin *laicus* (lui-même dérivé du grec *laikos*) qui renvoie à une acception du mot “peuple” »¹⁵. Le *Littré* explique en outre que *clerc* signifiait « autrefois, par extension, tout homme lettré ou savant ». Les différents écrits de Guy Gauthier attestent de ce glissement sémantique du terme, d'une définition le restreignant au champ religieux à une signification qui l'associe aux instruits et savants. Alors qu'en 1987, l'auteur oppose encore « des savants et des clercs », cette dissociation paraît moins évidente dans ses propos, une dizaine d'années plus tard : « des clercs du 2^e et du 3^e type étaient peu à peu en train de prendre le pouvoir », précisant plus loin que « de nouveaux “clercs” tout à fait étrangers au clergé traditionnel tentaient d'imposer leur point de vue au nom de leur compétence, ayant à leurs yeux valeur de Révé-

11. M. Morineau poursuit : « La compétence professionnelle, très utile, ne doit pas être le couvert de la prise de pouvoir par quelques corporations [...] Les résultats de la science, lorsqu'ils sont inaccessibles à la compréhension de la majorité des citoyens, deviennent des arguments au service du politique. »
12. Le mouvement n'a malgré tout pas réussi à échapper à cette critique de la part de quelques-uns de ses militants. En effet, la définition des cléricatures civiles comme nouveaux adversaires de la Ligue permit d'engager un dialogue avec les religions, particulièrement avec l'Église catholique. Cette démarche souleva l'hostilité de militants. Citons, à titre d'exemple, ces propos d'un membre de la Fédération des œuvres laïques (FOL) des Pyrénées-Atlantique, dans une lettre adressée à la Ligue en date du 30 mars 1989 : « On comprend mieux à la lecture de “Laïcité 2000” la présence à la tribune de la conférence des 1 500 aumôniers catholiques des lycées publics, du secrétaire national de la Ligue de l'enseignement, M. Morineau, aux côtés de M^{sr} Panafieu, dont chacun connaît les affinités politiques [...] Mouvement de dérive de la Ligue diront quelques-uns ? Ou bien renoncement complet au combat “laïque” ? »
13. Guy Gauthier (1987, p. 202) présentait d'ailleurs Ferdinand Buisson comme « l'un des hommes les plus importants de l'histoire de l'idée laïque en France ».
14. Instituteur mis à disposition, Guy Gauthier fut chargé des questions culturelles au Confédéral de la Ligue de l'enseignement. Il joua un rôle central dans l'*aggiornamento*, aux côtés de Michel Morineau.
15. Guy Gauthier, 2004, p. 49. Les archives du mouvement ne mettent pas en lumière une démarche similaire opérée par l'auteur pour le mot « clerc », mais nous pouvons supposer qu'il entreprit celle-ci.

lation », ajoutant enfin que « ces nouveaux “clercs” se réfugiaient derrière la Science, si longtemps revendiquée comme référence ultime par l'école de Jules Ferry »¹⁶. L'évolution sémantique paraît achevée à la fin des années quatre-vingt. Guy Gauthier n'hésite alors plus à emprunter tout un champ lexical habituellement réservé au catholicisme : au-delà même de *clerc* ou de *cléricalisme*, il évoque les « catéchismes » des experts, les « nouveaux prêtres », et compare les discours du FMI aux sermons du Carême¹⁷.

Cette évolution sémantique n'est pas le seul fait des « maîtres à penser » de l'organisation. L'enquête menée préalablement au Congrès de 1986 auprès des Fédérations concernant leur opinion sur la laïcité atteste qu'une réflexion autour des termes *laïc* et *clerc* fut entreprise par certaines FOL¹⁸. Le rapport de la Drôme, se fondant cette fois non sur les travaux de Littré mais sur ceux d'Escarpit (1961)¹⁹, s'attarda longuement sur une analyse terminologique similaire à celle opérée par Guy Gauthier. Les propos liminaires du rapport rejetaient toute réduction au champ religieux de la compréhension des deux mots. Les Drômois voulaient élargir l'acception à la société dans son ensemble : « Les définitions de certains dictionnaires distinguant le *clerc* (celui qui porte l'habit religieux) du *laïc* (celui qui ne porte pas l'habit) sont des définitions par rapport à une religion. Elles sont donc restrictives et ne nous intéressent pas ». La première partie du rapport concluait sur des propos que l'on pourrait croire empruntés au Confédéral :

Tout groupe privilégié socialement, politiquement, économiquement, cherche à conserver ses privilèges, sa sécurité contre l'extérieur à ce groupe, mais aussi contre l'intérieur. Il y parvient en créant des préjugés, des habitudes, des craintes, des institutions conservatrices. C'est lorsqu'une Église accepte d'être l'un de ces barrages et l'appui de son autorité que le cléricalisme prend son aspect religieux. L'attitude cléricale n'est pas le seul fait de l'Église, mais de beaucoup de groupes.²⁰

L'évolution sémantique opérée par la Ligue fut manifeste après 1980. On trouve certes quelques occurrences de « technocrates », utilisées pour caractériser les adversaires de la laïcité, préalablement aux années quatre-vingt.

16. *Ibid.*, p. 62 et 105. Notons qu'Alexandre Faivre, qui a largement étudié l'étymologie des mots *clerc* et *laïc*, n'est cité ni par le Confédéral, ni par les Fédérations. On retrouve par contre cette référence dans les travaux de chercheurs, « compagnons de route » de la Ligue, comme Émile Poulat (1987) : voir Faivre, 1984.
17. Discours de Guy Gauthier, prononcé à l'assemblée générale de la Ligue de 1989. Il poursuit : « *Golden boys* et *apparatchiks* font la loi ».
18. Les Fédérations d'œuvres laïques (FOL), représentent la Ligue à l'échelle départementale. La Ligue est en effet organisée selon une logique quadripartite : un centre confédéral, situé à Paris, auquel s'ajoutent 22 unions régionales, 102 fédérations départementales, complétées par un réseau d'environ 30 000 associations.
19. On retrouve la référence à cet ouvrage dans les réponses à cette même enquête proposées par le Puy-de-Dôme, Maurice Candoret, de l'Amicale laïque d'Angoulême. Robert Escarpit est également cité dans le discours de Pierre Delfaud lors de la Quinzaine de l'École publique de 1983.
20. Notons que cette dernière phrase est encadrée dans le texte original. Précisons que la Drôme est cependant la seule Fédération à proposer une analyse aussi approfondie des termes *laïc* et *clerc* dans les réponses obtenues à cette enquête.

Mais ces références restent très marginales, n'assimilent pas encore clercs et experts et ne peuvent être en ce sens considérées comme révélatrices d'une évolution sémantique du cléricisme opérée par l'ensemble du mouvement.

Les assemblées générales successives du mouvement furent l'occasion de confirmer et de préciser ce discours. Pierre Tournemire, actuel vice-président de la Ligue, déclara ainsi à l'assemblée générale de Saint-Étienne, en 1991 : « Cette nouvelle classe-qui-n'ose-pas-dire-son-nom, des représentants des grands corps de l'État, issue de l'ENA, Polytechnique ou autres grandes écoles, a plus d'importance que le militant dans les partis, que les citoyens dans les allées du gouvernement » (Tournemire, 2011). Néanmoins, cette évolution ne suscita pas l'unanimité au sein du mouvement, des militants des associations de base estimant que ces considérations étaient le propre d'élites, essentiellement parisiennes, de la Ligue.

La Ligue s'interrogea alors sur les nouvelles sources du savoir et du pouvoir. Sa réflexion s'inscrit dans un contexte spécifique. L'époque était marquée par le recours croissant par les politiques à des technocrates, pratique non novatrice en tant que telle, mais qui tendit à s'enraciner sous la V^e République (Delmas, 2005). À cette « expertise d'État » vint s'ajouter la collaboration renforcée du pouvoir avec des experts issus du privé et la consultation d'agences jugées plus indépendantes et transparentes, donc plus objectives. La substitution de l'adversaire du mouvement, des clercs catholiques aux cléricatures civiles²¹, experts et technocrates, date véritablement des années quatre-vingt. Les archives du mouvement n'attestent en effet pas de critique similaire de ces nouveaux adversaires préalablement à cette période. Le constat est sans appel pour la Ligue :

Sous couvert de références scientifiques et de hautes compétences techniques et professionnelles, inaccessibles à l'entendement du citoyen moyen, le voici « transformé en spectateur inerte », nous voici de fait exclus du « système de la science », laquelle, par ce jeu dangereux, court le risque de se marginaliser par rapport à la société civile : son orientation, ses objectifs doivent-ils être gardés au secret et entre les mains d'une petite poignée de décideurs, aussi compétents soient-ils ? L'effectif des clercs s'en trouverait bien renforcé [...], mais surtout, nous abdiquerions ce droit de connaître et de comprendre pour pouvoir juger ; la plus grave menace aujourd'hui pour la liberté. (Morineau, 1986)

Face à ce nouveau *Klêros*, le mouvement modernisa son répertoire d'action. Pour contrer au mieux ces experts qui tendaient à s'arroger le monopole de la vérité, il eut recours à l'expertise militante, afin de proposer des analyses alternatives à celles avancées par le pouvoir politique. L'objectif final consistait à rappeler au citoyen que la vérité n'est pas un donné, même lorsqu'elle est dispensée par des spécialistes, experts, scientifiques ou politiques conseillés par ceux-ci.

21. L'expression est empruntée à Jean-Paul Martin (2005, p. 21).

Références

- ASTRE Louis, 1981, « Laïcité et liberté : compte rendu du colloque “La laïcité demain” organisé par le CNAL, Lille, 15 mars 1981 ». Lille : Comité départemental d'action laïque du Nord, p. 31-36.
- BUISSON Ferdinand, 1887, *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, <<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k24232h>> (consulté le 4 février 2016).
- CABANEL, Patrick, 2007, *Entre religions et laïcité. La voie française : XIX^e-XXI^e siècles*, Paris, Privat.
- COUTEL Charles, 2014, « Laïcité. Penser la crise pour refonder », *Cités*, n° 4 (52), p. 21-26.
- DELMAS Corinne, 2005, *Sociologie politique de l'expertise*, Paris, La Découverte.
- ESCARPIT Robert, 1961, *École laïque, école du peuple*, Paris, Calmann-Lévy.
- FAIVRE Alexandre, 1984, *Les laïcs aux origines de l'Église*, Paris, Centurion.
- GAUTHIER Guy, 1987, « Mémoire et histoire », *Laïcité en mémoire*, G. Gauthier, C. Nicolet éd., Paris, Edilig, p. 7-10.
- 2004, *1984-1994 : laïcité, le réveil ?*, à paraître <<http://150ans-laligue.org/150ans-laligue/1984-1994-laicite-le-reveil-par-guy-gauthier/>> (consulté le 30 mai 2016)
- MARTIN Jean-Paul, 2005, « Les avatars du modèle associatif laïque », *Associations laïques et confessionnelles*, M. Cohen éd., Paris, L'Harmattan, p. 21-33.
- 2015, « L'action et la pensée laïque de la Ligue de l'enseignement à travers 150 ans d'histoire », allocution prononcée lors du colloque « La laïcité : des combats fondateurs aux enjeux d'aujourd'hui », 24 et 25 octobre 2015, <http://150ans-laligue.org/150ans-portail/wp-content/uploads/2016/01/Intro_JPMartin_ColloqueLaicite.pdf> (consulté le 1^{er} février 2016).
- MORINEAU Michel, 1985, Allocution prononcée lors du Conseil d'administration de la Ligue de l'enseignement, 21 et 22 septembre 1985 ; document déposé aux Archives nationales, cote n° 20140057/198
- 1986, « Laïcité en débat : introductions à 1989 », rapport présenté lors du Congrès de la Ligue de l'enseignement, Lille, 5 juillet 1989 ; disponible en ligne <<http://150ans-laligue.org/150ans-laligue/wp-content/uploads/Laicite%CC%81-en-de%CC%81bat.pdf>> (consulté le 30 mai 2016)
- MORINEAU Michel, TOURNEMIRE Pierre, 1998, « La Ligue de l'enseignement et la laïcité : itinéraires », *Idées en mouvement*, n° 58, avril, p. 1-11.
- POULAT Émile, 1987, *Liberté, laïcité. La guerre des deux France et le principe de la modernité*, Paris, Le Cerf.